

## Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 30 juin 2015

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Un ralentissement de l'activité au premier trimestre 2015, principalement en Amérique du Nord, a entraîné une légère révision à la baisse de la croissance mondiale estimée par le Fonds monétaire international (FMI), avec 3,3 % pour l'année 2015 contre 3,5 % annoncés dans l'édition d'avril 2015 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Néanmoins, les facteurs d'une accélération progressive de l'activité économique dans les pays avancés — à savoir l'aisance des conditions financières, une politique budgétaire plus neutre dans la zone euro, la baisse des prix des carburants, le regain de confiance et l'amélioration du marché de l'emploi — restent intacts.

Toujours selon le FMI, la reprise économique dans la zone euro semble en assez bonne voie, avec un redressement généralement robuste de la demande intérieure et une inflation qui commence à monter. Les projections de croissance ont été révisées à la hausse pour de nombreux pays de la zone euro, mais, en Grèce, les événements en cours pèseront probablement bien plus lourdement que prévu sur l'activité. La croissance de la zone euro estimée pour l'année 2015 est de 1,5 %.

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 septembre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil a apporté quelques ajustements aux mesures de politique monétaire non conventionnelles : « [...] à la suite de l'examen annoncé de la limite de la part d'émission fixée dans le programme d'achat de titres du secteur public après les six premiers mois de ces achats, le Conseil des gouverneurs a décidé de porter cette part de 25 % à 33 %, moyennant une vérification au cas par cas que cela ne placerait pas l'Eurosystème en situation de détenir une minorité de blocage, auquel cas la limite de la part d'émission demeurerait à 25 %. [...] Le Conseil souligne sa volonté et sa capacité d'agir, si nécessaire, en utilisant tous les instruments disponibles dans le cadre de son mandat et rappelle, en particulier, que le programme d'achat d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous mettrons pleinement en œuvre nos achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. [...] Ils devraient être effectués jusque fin septembre 2016 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. »

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Dans un contexte de convalescence de l'économie polynésienne, et alors que l'indicateur du climat des affaires demeure établi nettement au-dessus de sa moyenne de longue période depuis un an et demi, l'activité bancaire marque au premier semestre des signes d'affermissement. Elle est caractérisée par une hausse de l'encours des crédits et une meilleure collecte des dépôts. La qualité du portefeuille des banques se maintient, mais la sinistralité demeure à un niveau élevé. La masse monétaire M3 affiche une nouvelle progression, la position extérieure nette des banques locales demeurant excédentaire depuis un an.

#### Reprise de la croissance de l'encours des crédits

En juin 2015, l'encours sain des crédits octroyés par les banques locales progresse de 1,6 % en glissement annuel (après -0,5 % en décembre 2014). Cette évolution est perceptible pour tous les agents économiques, et plus particulièrement pour les entreprises (+2,3 %) et les collectivités locales (+6,5 %), les crédits aux ménages affichant une hausse plus modérée (+0,5 %).

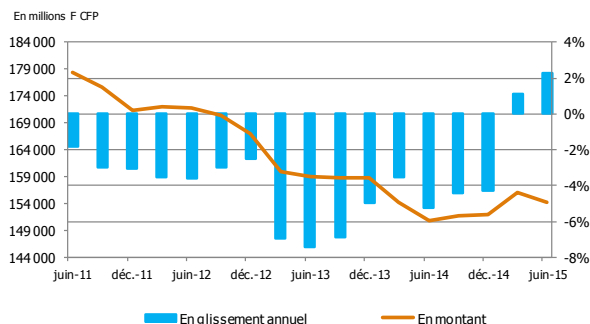
#### Progression des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises enregistre un rebond de 2,3 % en glissement annuel (après -4,3 % en décembre 2014), après avoir atteint son niveau le plus bas en juin 2014.

Le financement de l'investissement poursuit sa hausse (+7,7 % en glissement annuel, après +3,1 % en décembre 2014), grâce à la bonne tenue de la production de crédit (mise en place de prêts significatifs en faveur des secteurs du commerce et des transports, ainsi que de plusieurs crédits d'équipement de moindre envergure).

Les crédits d'exploitation affichent toujours une tendance baissière en juin 2015 (-0,4 % en glissement annuel), mais le rythme de décroissance s'est infléchi.

Évolution des crédits aux entreprises



## Croissance des crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages s'inscrit en hausse de 0,5 % en glissement annuel (+1,3 % à fin décembre 2014) grâce à la bonne tenue des crédits à l'habitat.

Principale composante de l'endettement des ménages, les crédits immobiliers poursuivent leur évolution à la hausse (+3,0 % sur l'année, après +3,2 % en décembre 2014) à la faveur de taux d'intérêt toujours bas.

En revanche, l'encours des crédits à la consommation décline de nouveau (-8,2 % en glissement annuel, après -6,8 % en décembre 2014), prolongeant une tendance négative constatée depuis cinq ans.

## Maintien de la croissance des crédits aux collectivités locales

L'encours sain des crédits aux collectivités locales continue d'augmenter (+6,5 % sur l'année, après +9,5 % en décembre 2014) en lien notamment avec la mise en place de crédits de trésorerie en faveur des communes. L'encours atteint ainsi 13,7 milliards de F CFP, soit une augmentation de 833 millions de F CFP sur un an.

## Une sinistralité maîtrisée

La qualité du portefeuille de créances des banques de la place se maintient au 30 juin 2015. L'encours des créances douteuses brutes demeure stable sur un an (+0,1 %), à 63,5 milliards de F CFP. La croissance de l'encours de crédit brut (+1,5 %) étant plus rapide, le taux de créances douteuses recule de 0,2 point sur l'année, pour s'établir à 13,1 %.

Le taux de provisionnement de ces créances douteuses progresse de 1,8 point sur un an, à 61,0 %, après l'inscription de provisions complémentaires sur le segment des entreprises.

## Bonne performance des actifs financiers

L'encours des dépôts collectés par le système bancaire local connaît une nouvelle hausse de 7,4 % en glissement annuel (après +4,4 % en décembre 2014), pour atteindre un niveau plafond de 430 milliards de F CFP.

La collecte nette des dépôts à vue progresse sensiblement (+11,2 % en glissement annuel, après +3,0 % en décembre 2014). Cette évolution favorable est perceptible pour tous les agents économiques, notamment pour les entreprises (+15,5 %) et les ménages (+8,3 %, au détriment des comptes sur livrets dont la rémunération devient moins attractive).

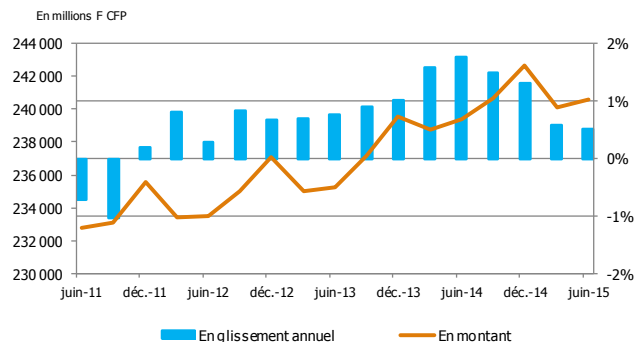
En parallèle, les dépôts à terme conservent un rythme de croissance soutenu en glissement annuel (+10,9 % en juin 2015, après +10,1 % en décembre 2014), en dépit de la faiblesse des taux de marché. L'augmentation des encours est perceptible pour tous les agents économiques, mais particulièrement significative pour la catégorie des autres agents (+84,3 %) à la faveur de transferts de fonds d'un important agent institutionnel.

## Faible croissance des autres placements auprès du système bancaire local

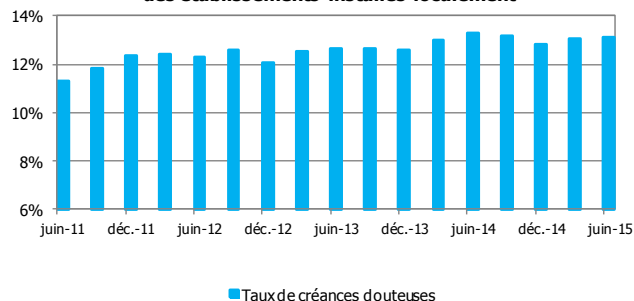
Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement, poursuivent leur progression, mais à un rythme moindre (+1,2 % en glissement annuel, après +8,5 % en décembre 2014).

L'encours des contrats d'assurance-vie (73,3 milliards de F CFP), qui constituent le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, continue de progresser (+2,0 % en glissement annuel). En revanche, l'encours des autres produits d'épargne se contracte : le recul est sensible pour les actions (-6,9 %) et les OPCVM monétaires (-42,1 %) et non monétaires (-13,7 %).

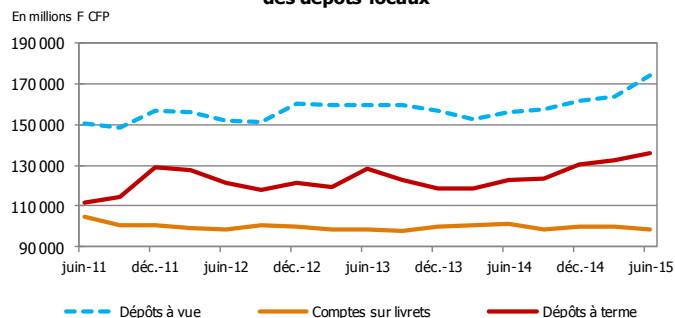
Évolution des crédits aux ménages



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



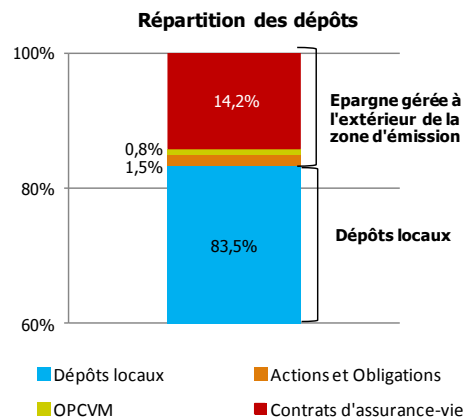
Évolution des principales composantes des dépôts locaux



Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques progresse sensiblement à fin juin 2015 (+6,4 % en glissement annuel) pour s'établir à 515,4 milliards de F CFP, soit son plus haut niveau depuis sept ans.

La collecte auprès des ménages et des entreprises (respectivement +2,7 % et +11,4 % en glissement annuel) observe une progression régulière au cours de l'année écoulée.

En revanche, les actifs financiers des autres agents connaissent une accélération de leur croissance (+30,8 % en glissement annuel, après +9,9 % en décembre 2014)

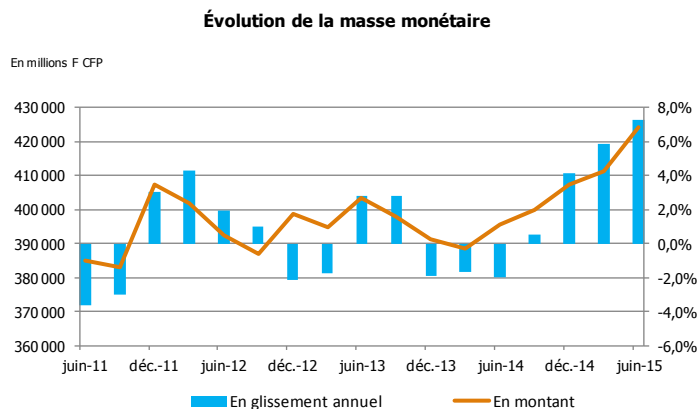


## Amélioration du solde emplois-ressources des banques

### Croissance de la masse monétaire

La masse monétaire M3 poursuit sa croissance au 30 juin 2015 (+7,3 % en glissement annuel, après +4,1 % en décembre 2014), pour s'élever à 424 milliards de F CFP.

Cette évolution favorable est imputable à la hausse des dépôts à vue (+11,2 % en glissement annuel) et des dépôts à terme (+10,9 %). En revanche, les comptes sur livrets reculent de 2,2 %. Par ailleurs, la circulation fiduciaire s'inscrit également en hausse de 3,5 % sur l'année.

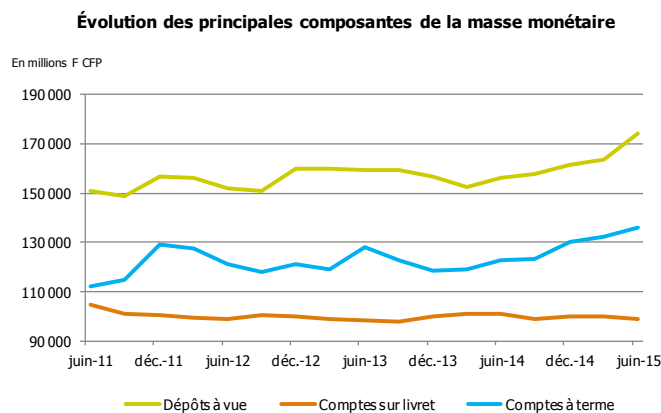
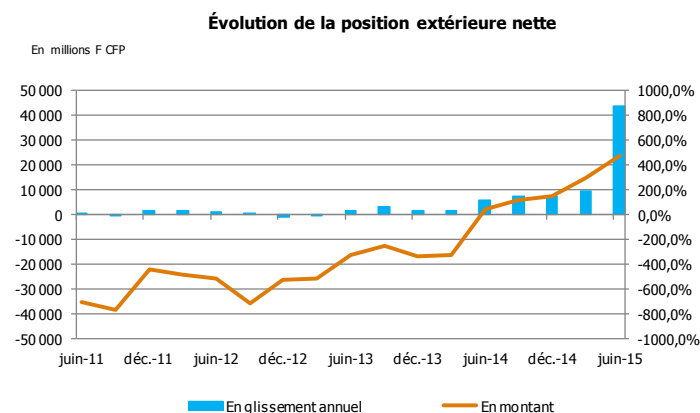


### Amélioration de la position extérieure nette

À fin juin 2015, les ressources des établissements de crédit locaux atteignent 529 milliards de F CFP, en hausse de 7,0 % en glissement annuel (+2,0 % en décembre 2014). Essentiellement issues des dépôts collectés sur la place (79 % du total), elles sont complétées par les ressources propres des banques.

Alors que les crédits bruts progressent de 1,3 % sur l'année, l'augmentation plus soutenue des dépôts collectés (+7,4 %) conduit à une amélioration du solde emplois-ressources clientèle des banques locales (-66,1 milliards de F CFP à fin juin, après -83,0 milliards de F CFP en décembre 2014 et -88,5 milliards de F CFP en juin 2014).

Structuellement déficitaire jusqu'en mars 2014, la position extérieure nette (différence entre les avoirs des établissements de crédit locaux et leurs engagements situés hors de la zone d'émission) redevient positive, marquant une nette amélioration après les cinq années de crise traversées par la Polynésie française. Ainsi, la position extérieure nette s'établit à +23,8 milliards de F CFP, contre +2,4 milliards de F CFP un an auparavant. Ce niveau s'explique en partie par les meilleures performances dans la collecte des dépôts. Il souligne toutefois que le marché du crédit ne retrouve pas encore une activité suffisamment soutenue.



# ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

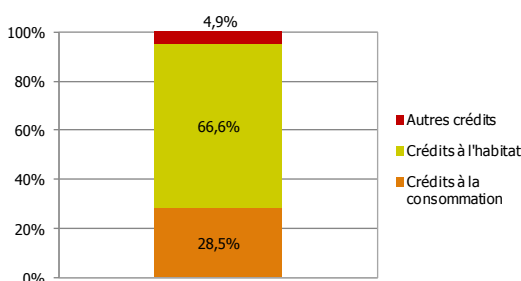
Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent également à des financements auprès d'établissements situés hors du territoire.

La part de marché des établissements de crédit non installés localement représente 22,2 % des crédits accordés (+0,1 point sur l'année). Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 85 % de leurs crédits, tandis qu'ils interviennent à hauteur de 12,5 % auprès des ménages (essentiellement sur les crédits à l'habitat) et de 3 % auprès des entreprises (6,8 % sur le segment des crédits d'investissements).

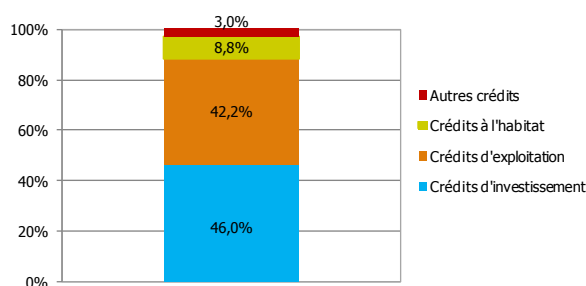
À fin juin 2015, l'encours brut global des crédits accordés aux agents économiques locaux atteint 606 milliards de F CFP, en progression de 1,5 % sur l'année (-0,5 % en décembre 2014).

L'amélioration de l'encours sain des crédits (+1,7 % en glissement annuel) est imputable à l'ensemble des agents économiques (entreprises +1,9 %, ménages +0,6 %) et notamment aux collectivités locales (+3,6 %), après l'octroi par la Société de Financement local (SFIL) d'un emprunt de 3,8 milliards de F CFP en faveur du Pays. Cet emprunt est destiné, d'une part, à financer les investissements de l'année en cours (2,4 milliards de F CFP) et, d'autre part, à rembourser un emprunt toxique (1,4 milliard de F CFP).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



## MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	14 422	15 051	14 771	13 175	11 893	13 965	13 269	13 635	-2,4%	3,5%
<i>Billets</i>	<i>12 378</i>	<i>12 954</i>	<i>12 618</i>	<i>10 973</i>	<i>9 690</i>	<i>11 722</i>	<i>11 041</i>	<i>11 397</i>	-2,8%	3,9%
<i>Pièces</i>	<i>2 044</i>	<i>2 097</i>	<i>2 153</i>	<i>2 202</i>	<i>2 204</i>	<i>2 243</i>	<i>2 227</i>	<i>2 237</i>	-0,2%	1,6%
Dépôts à vue	150 773	151 811	159 537	156 333	157 654	161 182	163 568	173 919	7,9%	11,2%
<b>TOTAL M1</b>	<b>165 194</b>	<b>166 861</b>	<b>174 308</b>	<b>169 508</b>	<b>169 548</b>	<b>175 147</b>	<b>176 837</b>	<b>187 554</b>	<b>7,1%</b>	<b>10,6%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>104 945</b>	<b>99 126</b>	<b>98 764</b>	<b>101 532</b>	<b>99 167</b>	<b>100 270</b>	<b>100 426</b>	<b>99 283</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-2,2%</b>
Comptes sur livrets	104 641	98 774	98 341	101 132	98 772	99 883	100 034	98 882	-1,0%	-2,2%
Comptes épargne logement	305	351	423	400	395	387	392	402	3,9%	0,5%
<b>TOTAL M2</b>	<b>270 140</b>	<b>265 987</b>	<b>273 072</b>	<b>271 040</b>	<b>268 715</b>	<b>275 417</b>	<b>277 263</b>	<b>286 837</b>	<b>4,1%</b>	<b>5,8%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>114 831</b>	<b>126 382</b>	<b>130 181</b>	<b>124 303</b>	<b>131 148</b>	<b>131 724</b>	<b>133 835</b>	<b>137 361</b>	<b>4,3%</b>	<b>10,5%</b>
Dépôts à terme	112 014	121 197	128 194	122 643	123 488	130 295	132 413	136 011	4,4%	10,9%
Titres de créance négociables	85	3 130	0	0	6 000	0	0	0		
Bons de caisse	2 732	2 055	1 988	1 660	1 661	1 429	1 422	1 349	-5,6%	-18,7%
<b>TOTAL M3</b>	<b>384 971</b>	<b>392 370</b>	<b>403 253</b>	<b>395 342</b>	<b>399 863</b>	<b>407 141</b>	<b>411 098</b>	<b>424 198</b>	<b>4,2%</b>	<b>7,3%</b>
<b>P1</b>	<b>14 910</b>	<b>16 288</b>	<b>17 158</b>	<b>18 165</b>	<b>18 248</b>	<b>18 425</b>	<b>19 317</b>	<b>19 584</b>	<b>6,3%</b>	<b>7,8%</b>
Plans d'épargne logement	14 910	16 288	17 158	18 165	18 248	18 425	19 317	19 584	6,3%	7,8%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>M3+P1</b>	<b>399 881</b>	<b>408 658</b>	<b>420 411</b>	<b>413 508</b>	<b>418 112</b>	<b>425 565</b>	<b>430 415</b>	<b>443 782</b>	<b>4,3%</b>	<b>7,3%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>108 686</b>	<b>116 228</b>	<b>116 977</b>	<b>124 944</b>	<b>132 100</b>	<b>142 764</b>	<b>146 904</b>	<b>158 086</b>	<b>10,7%</b>	<b>26,5%</b>
Institut d'émission	30 400	30 069	42 245	32 232	32 214	44 593	42 948	47 729	7,0%	48,1%
Etablissements de crédit	78 286	86 159	74 732	92 712	99 886	98 170	103 956	110 357	12,4%	19,0%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>4 582</b>	<b>5 633</b>	<b>5 137</b>	<b>4 650</b>	<b>4 549</b>	<b>5 616</b>	<b>5 394</b>	<b>5 502</b>	<b>-2,0%</b>	<b>18,3%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>271 703</b>	<b>270 509</b>	<b>281 139</b>	<b>265 749</b>	<b>263 214</b>	<b>258 761</b>	<b>258 801</b>	<b>260 610</b>	<b>0,7%</b>	<b>-1,9%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	483 250	484 695	478 534	477 823	478 249	481 096	484 809	484 249	0,7%	1,3%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	211 547	214 186	197 395	212 074	215 035	222 335	226 008	223 640	0,6%	5,5%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>41 240</i>	<i>44 066</i>	<i>45 754</i>	<i>49 141</i>	<i>49 166</i>	<i>49 484</i>	<i>49 452</i>	<i>51 397</i>	3,9%	4,6%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>28 074</i>	<i>30 002</i>	<i>33 299</i>	<i>37 541</i>	<i>38 140</i>	<i>37 751</i>	<i>38 527</i>	<i>38 735</i>	2,6%	3,2%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>113 782</i>	<i>111 881</i>	<i>90 940</i>	<i>90 278</i>	<i>93 822</i>	<i>90 629</i>	<i>89 142</i>	<i>86 590</i>	-4,5%	-4,1%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>14 910</i>	<i>16 288</i>	<i>17 158</i>	<i>18 165</i>	<i>18 248</i>	<i>18 425</i>	<i>19 317</i>	<i>19 584</i>	6,3%	7,8%
<i>Divers</i>	<i>13 540</i>	<i>11 949</i>	<i>10 245</i>	<i>16 949</i>	<i>15 658</i>	<i>26 048</i>	<i>29 570</i>	<i>27 332</i>	4,9%	61,3%
<b>Total M3</b>	<b>384 971</b>	<b>392 370</b>	<b>403 253</b>	<b>395 342</b>	<b>399 863</b>	<b>407 141</b>	<b>411 098</b>	<b>424 198</b>	<b>4,2%</b>	<b>7,3%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-35 496</b>	<b>-25 722</b>	<b>-16 208</b>	<b>2 434</b>	<b>6 064</b>	<b>7 542</b>	<b>14 814</b>	<b>23 766</b>	<b>215,1%</b>	<b>876,4%</b>

### Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
<b>Emplois</b>	<b>498 149</b>	<b>498 437</b>	<b>495 444</b>	<b>494 691</b>	<b>502 762</b>	<b>506 907</b>	<b>517 673</b>	<b>529 332</b>	<b>4,4%</b>	<b>7,0%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	483 250	484 695	478 534	477 823	478 249	481 096	484 809	484 249	0,7%	1,3%
Réserves obligatoires et libres	14 899	13 742	16 910	14 434	18 448	18 268	18 050	21 317	16,7%	47,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	2 434	6 064	7 542	14 814	23 766	215,1%	876,4%
<b>Ressources</b>	<b>498 149</b>	<b>498 437</b>	<b>495 444</b>	<b>494 691</b>	<b>502 762</b>	<b>506 907</b>	<b>517 673</b>	<b>529 332</b>	<b>4,4%</b>	<b>7,0%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	375 422	381 930	394 471	389 288	394 335	398 067	404 781	418 148	5,0%	7,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	69 314	74 068	79 053	86 682	87 306	87 234	87 979	90 133	3,3%	4,0%
Excédent des opérations diverses des EC	14 328	14 367	2 232	15 099	17 783	18 649	21 124	17 568	-5,8%	16,4%
Réescompte	3 590	2 349	3 481	3 622	3 338	2 956	3 788	3 483	17,8%	-3,8%
Position extérieure nette des EC (si négative)	35 496	25 722	16 208	0	0	0	0	0		
<b>Solde Emplois-Ressources Clientèle</b>	<b>107 828</b>	<b>102 765</b>	<b>84 063</b>	<b>88 535</b>	<b>83 914</b>	<b>83 029</b>	<b>80 027</b>	<b>66 101</b>	<b>-20,4%</b>	<b>-25,3%</b>

## Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>104 597,8</b>	<b>102 035,8</b>	<b>114 435,7</b>	<b>107 531,7</b>	<b>110 226,0</b>	<b>113 340,0</b>	<b>114 655,7</b>	<b>119 825,4</b>	<b>5,7%</b>	<b>11,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>63 809,8</b>	<b>62 893,3</b>	<b>70 560,9</b>	<b>61 746,2</b>	<b>63 201,9</b>	<b>64 568,6</b>	<b>64 582,3</b>	<b>71 346,5</b>	<b>10,5%</b>	<b>15,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>40 498,1</b>	<b>38 803,8</b>	<b>43 371,0</b>	<b>45 191,5</b>	<b>46 473,7</b>	<b>48 273,6</b>	<b>49 544,7</b>	<b>48 042,2</b>	<b>-0,5%</b>	<b>6,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	4,0	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	40 497,8	38 803,8	43 371,0	45 191,4	46 473,7	48 273,6	49 544,7	48 038,2	-0,5%	6,3%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>38 669,3</i>	<i>34 644,6</i>	<i>42 159,0</i>	<i>44 095,5</i>	<i>39 404,4</i>	<i>47 364,0</i>	<i>48 631,5</i>	<i>47 366,0</i>	0,0%	7,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 168,3</i>	<i>343,3</i>	<i>557,3</i>	<i>525,4</i>	<i>520,4</i>	<i>369,0</i>	<i>374,6</i>	<i>138,1</i>	-62,6%	-73,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>85,0</i>	<i>3 130,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>6 000,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s.	n.s.
<b>Epargne à long terme</b>	<b>289,9</b>	<b>338,8</b>	<b>503,8</b>	<b>594,0</b>	<b>550,5</b>	<b>497,7</b>	<b>528,8</b>	<b>436,6</b>	<b>-12,3%</b>	<b>-26,5%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>8,6</i>	<i>237,5</i>	<i>339,6</i>	<i>360,3</i>	<i>333,9</i>	<i>290,3</i>	<i>323,0</i>	<i>291,5</i>	0,4%	-19,1%
<b>Ménages</b>	<b>332 106,1</b>	<b>332 855,6</b>	<b>337 453,6</b>	<b>347 089,1</b>	<b>347 573,2</b>	<b>351 294,4</b>	<b>356 426,7</b>	<b>356 419,1</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>74 373,1</b>	<b>74 583,7</b>	<b>73 888,2</b>	<b>75 339,7</b>	<b>75 689,0</b>	<b>77 478,6</b>	<b>79 118,7</b>	<b>81 580,3</b>	<b>5,3%</b>	<b>8,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>166 171,4</b>	<b>165 554,4</b>	<b>170 611,3</b>	<b>171 219,3</b>	<b>169 548,5</b>	<b>170 761,6</b>	<b>172 485,1</b>	<b>171 137,9</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	102 498,1	97 025,5	96 620,5	99 319,1	96 975,7	97 669,6	98 078,1	96 552,1	-1,1%	-2,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>102 193,6</i>	<i>96 674,2</i>	<i>96 197,4</i>	<i>98 919,7</i>	<i>96 581,4</i>	<i>97 283,2</i>	<i>97 686,6</i>	<i>96 150,5</i>	-1,2%	-2,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>304,5</i>	<i>351,3</i>	<i>423,1</i>	<i>399,4</i>	<i>394,4</i>	<i>386,4</i>	<i>391,5</i>	<i>401,6</i>	3,9%	0,5%
Placements indexés sur les taux de marché	63 673,3	68 528,9	73 990,8	71 900,2	72 572,8	73 092,0	74 407,0	74 585,8	2,0%	3,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>59 380,2</i>	<i>65 964,2</i>	<i>72 020,2</i>	<i>70 190,2</i>	<i>70 842,8</i>	<i>71 650,1</i>	<i>72 957,4</i>	<i>73 246,8</i>	2,2%	4,4%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>2 154,7</i>	<i>1 363,3</i>	<i>1 330,4</i>	<i>1 086,6</i>	<i>1 109,6</i>	<i>885,5</i>	<i>880,6</i>	<i>812,5</i>	-8,2%	-25,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 138,4</i>	<i>1 201,4</i>	<i>640,1</i>	<i>623,4</i>	<i>620,4</i>	<i>556,4</i>	<i>569,0</i>	<i>526,5</i>	-5,4%	-15,5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>91 561,6</b>	<b>92 717,4</b>	<b>92 954,1</b>	<b>100 530,1</b>	<b>102 335,7</b>	<b>103 054,2</b>	<b>104 822,9</b>	<b>103 700,9</b>	<b>0,6%</b>	<b>3,2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>14 849,4</i>	<i>16 260,1</i>	<i>17 132,7</i>	<i>18 141,2</i>	<i>18 223,2</i>	<i>18 400,2</i>	<i>19 291,7</i>	<i>19 558,7</i>	6,3%	7,8%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>5 677,1</i>	<i>5 602,5</i>	<i>6 128,4</i>	<i>6 730,3</i>	<i>7 777,0</i>	<i>7 339,6</i>	<i>8 241,8</i>	<i>7 512,2</i>	2,4%	11,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>5 804,5</i>	<i>4 733,9</i>	<i>4 252,1</i>	<i>3 829,1</i>	<i>3 622,3</i>	<i>3 427,7</i>	<i>3 628,0</i>	<i>3 332,0</i>	-2,8%	-13,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>65 230,7</i>	<i>66 120,9</i>	<i>65 441,0</i>	<i>71 829,5</i>	<i>72 713,1</i>	<i>73 886,7</i>	<i>73 661,4</i>	<i>73 298,1</i>	-0,8%	2,0%
<b>Autres agents</b>	<b>41 795,9</b>	<b>37 490,3</b>	<b>31 387,9</b>	<b>29 946,2</b>	<b>34 315,6</b>	<b>33 136,5</b>	<b>33 172,1</b>	<b>39 159,8</b>	<b>18,2%</b>	<b>30,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>12 589,7</b>	<b>14 333,6</b>	<b>15 087,8</b>	<b>19 247,2</b>	<b>18 763,5</b>	<b>19 134,9</b>	<b>19 867,4</b>	<b>20 992,4</b>	<b>9,7%</b>	<b>9,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>16 619,9</b>	<b>22 973,1</b>	<b>16 178,6</b>	<b>10 587,2</b>	<b>15 449,0</b>	<b>13 898,9</b>	<b>13 189,7</b>	<b>18 138,1</b>	<b>30,5%</b>	<b>71,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 447,0	2 100,2	2 143,5	2 212,6	2 191,4	2 600,1	2 348,0	2 727,2	4,9%	23,3%
Placements indexés sur les taux de marché	14 172,9	20 872,9	14 035,1	8 374,5	13 257,6	11 298,7	10 841,6	15 410,8	36,4%	84,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>13 964,5</i>	<i>20 588,2</i>	<i>14 014,3</i>	<i>8 357,2</i>	<i>13 240,3</i>	<i>11 281,4</i>	<i>10 824,3</i>	<i>15 398,6</i>	36,5%	84,3%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>12 586,3</b>	<b>183,6</b>	<b>121,5</b>	<b>111,9</b>	<b>103,1</b>	<b>102,7</b>	<b>115,0</b>	<b>29,4</b>	<b>-71,4%</b>	<b>-73,8%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>478 499,8</b>	<b>472 381,6</b>	<b>483 277,2</b>	<b>484 567,1</b>	<b>492 114,8</b>	<b>497 770,8</b>	<b>504 254,5</b>	<b>515 404,3</b>	<b>3,5%</b>	<b>6,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>150 772,6</b>	<b>151 810,6</b>	<b>159 536,9</b>	<b>156 333,0</b>	<b>157 654,4</b>	<b>161 182,1</b>	<b>163 568,4</b>	<b>173 919,2</b>	<b>7,9%</b>	<b>11,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>223 289,4</b>	<b>227 331,3</b>	<b>230 160,9</b>	<b>226 998,0</b>	<b>231 471,2</b>	<b>232 934,1</b>	<b>235 219,5</b>	<b>237 318,2</b>	<b>1,9%</b>	<b>4,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	104 945,4	99 125,7	98 764,0	101 531,9	99 167,1	100 269,7	100 426,2	99 283,4	-1,0%	-2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	118 344,0	128 205,5	131 396,9	125 466,2	132 304,1	132 664,3	134 793,3	138 034,8	4,0%	10,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>104 437,8</b>	<b>93 239,8</b>	<b>93 579,4</b>	<b>101 236,0</b>	<b>102 989,2</b>	<b>103 654,7</b>	<b>105 466,6</b>	<b>104 166,9</b>	<b>0,5%</b>	<b>2,9%</b>

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>385 459,8</b>	<b>393 606,8</b>	<b>405 640,3</b>	<b>400 332,7</b>	<b>406 218,3</b>	<b>411 600,7</b>	<b>417 146,4</b>	<b>430 147,1</b>	<b>4,5%</b>	<b>7,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>150 772,6</b>	<b>151 810,6</b>	<b>159 536,9</b>	<b>156 333,0</b>	<b>157 654,4</b>	<b>161 182,1</b>	<b>163 568,4</b>	<b>173 919,2</b>	<b>7,9%</b>	<b>11,2%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>119 855,9</b>	<b>115 413,8</b>	<b>115 922,2</b>	<b>119 697,2</b>	<b>117 415,5</b>	<b>118 694,5</b>	<b>119 743,1</b>	<b>118 867,3</b>	<b>0,1%</b>	<b>-0,7%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>105 055,3</i>	<i>98 774,4</i>	<i>98 340,8</i>	<i>101 132,1</i>	<i>98 772,4</i>	<i>99 883,2</i>	<i>100 034,4</i>	<i>98 881,7</i>	-1,0%	-2,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>304,8</i>	<i>351,3</i>	<i>423,1</i>	<i>399,8</i>	<i>394,7</i>	<i>386,6</i>	<i>391,7</i>	<i>401,7</i>	3,9%	0,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>14 910,5</i>	<i>16 288,1</i>	<i>17 158,2</i>	<i>18 165,3</i>	<i>18 248,4</i>	<i>18 424,8</i>	<i>19 316,9</i>	<i>19 584,0</i>	6,3%	7,8%
<b>Dépôts à terme</b>	<b>112 014,0</b>	<b>121 197,0</b>	<b>128 193,6</b>	<b>122 642,9</b>	<b>123 487,5</b>	<b>130 295,5</b>	<b>132 413,3</b>	<b>136 011,4</b>	<b>4,4%</b>	<b>10,9%</b>
<b>Bons de caisse</b>	<b>2 732,4</b>	<b>2 055,4</b>	<b>1 987,6</b>	<b>1 659,6</b>	<b>1 660,9</b>	<b>1 428,6</b>	<b>1 421,7</b>	<b>1 349,2</b>	<b>-5,6%</b>	<b>-18,7%</b>
<b>Titres de créances négociables</b>	<b>85,0</b>	<b>3 130,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>6 000,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s.</b>	<b>n.s.</b>
<b>Epargne hors zone d'émission</b>	<b>93 040,0</b>	<b>78 774,9</b>	<b>77 636,9</b>	<b>84 234,3</b>	<b>85 896,5</b>	<b>86 170,1</b>	<b>87 108,1</b>	<b>85 257,2</b>	<b>-1,1%</b>	<b>1,2%</b>
<i>dont actions</i>	<i>2 966,9</i>	<i>2 307,3</i>	<i>2 316,5</i>	<i>2 897,5</i>	<i>2 882,7</i>	<i>2 753,7</i>	<i>2 972,6</i>	<i>2 698,1</i>	-2,0%	-6,9%
<i>dont obligations</i>	<i>3 082,7</i>	<i>3 526,5</i>	<i>4 051,4</i>	<i>4 145,0</i>	<i>5 188,7</i>	<i>4 871,4</i>	<i>5 564,6</i>	<i>4 963,1</i>	1,9%	19,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>3 512,6</i>	<i>1 823,2</i>	<i>1 215,7</i>	<i>1 163,6</i>	<i>1 155,7</i>	<i>940,2</i>	<i>958,4</i>	<i>674,2</i>	-28,3%	-42,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>18 247,0</i>	<i>4 997,0</i>	<i>4 612,3</i>	<i>4 198,7</i>	<i>3 956,3</i>	<i>3 718,1</i>	<i>3 951,2</i>	<i>3 623,6</i>	-2,5%	-13,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>65 230,7</i>	<i>66 120,9</i>	<i>65 441,0</i>	<i>71 829,5</i>	<i>72 713,1</i>	<i>73 886,7</i>	<i>73 661,4</i>	<i>73 298,1</i>	-0,8%	2,0%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>478 499,8</b>	<b>472 381,6</b>	<b>483 277,2</b>	<b>484 567,1</b>	<b>492 114,8</b>	<b>497 770,8</b>	<b>504 254,5</b>	<b>515 404,3</b>	<b>3,5%</b>	<b>6,4%</b>

## Les concours des établissements locaux

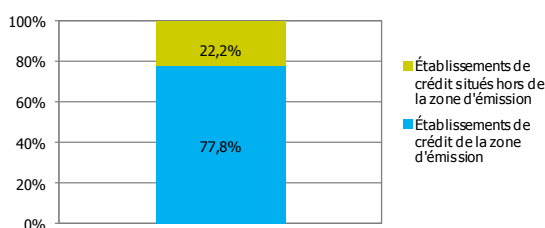
	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	93 731,8	88 132,3	78 378,2	67 267,5	66 651,6	65 106,0	69 067,9	66 970,0	2,9%	-0,4%
<i>Créances commerciales</i>	2 657,0	2 633,6	2 123,6	1 725,9	1 627,1	1 916,4	1 878,5	2 298,9	20,0%	33,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	49 303,8	46 516,4	38 169,4	32 511,0	31 389,2	30 375,3	33 805,3	32 522,4	7,1%	0,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 684,0	3 336,2	3 655,4	3 575,0	3 453,6	3 308,5	2 997,2	2 986,9	-9,7%	-16,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	41 771,0	38 982,2	38 085,2	33 030,6	33 635,4	32 814,4	33 384,0	32 148,8	-2,0%	-2,7%
Crédits d'investissement	53 748,1	56 979,0	57 043,7	63 564,4	65 284,5	67 498,0	67 542,9	68 471,1	1,4%	7,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	52 745,3	56 187,1	56 132,2	62 802,3	64 080,7	66 257,9	66 327,8	67 254,0	1,5%	7,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 025,4	4 573,7	4 416,0	4 248,0	4 358,2	4 574,4	4 791,5	4 696,7	2,7%	10,6%
<i>Crédit-bail</i>	1 002,7	791,9	911,5	762,1	1 203,8	1 240,1	1 215,1	1 217,1	-1,9%	59,7%
Crédits à l'habitat	18 765,8	17 332,4	16 853,8	14 821,6	14 509,0	14 304,7	14 462,2	14 018,9	-2,0%	-5,4%
Autres crédits	12 040,5	9 407,8	6 806,0	5 135,4	5 263,8	5 091,3	4 977,6	4 796,7	-5,8%	-6,6%
<b>Encours sain</b>	<b>178 286,2</b>	<b>171 851,4</b>	<b>159 081,6</b>	<b>150 788,9</b>	<b>151 708,9</b>	<b>152 000,0</b>	<b>156 050,5</b>	<b>154 256,7</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,3%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	88 244,3	82 743,1	81 812,1	78 427,9	76 984,5	76 673,2	73 577,0	72 026,7	-6,1%	-8,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	81 961,6	77 414,2	77 043,8	73 565,7	72 473,0	72 090,7	69 109,2	67 724,2	-6,1%	-7,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 295,9	3 601,7	3 150,4	2 981,9	2 978,3	3 043,1	2 940,1	2 848,6	-6,4%	-4,5%
<i>Crédit-bail</i>	1 986,8	1 727,2	1 617,9	1 880,3	1 533,3	1 539,3	1 527,7	1 453,9	-5,5%	-22,7%
Crédits à l'habitat	138 192,4	143 539,3	146 242,4	150 850,6	152 423,1	153 981,6	153 916,7	155 307,4	0,9%	3,0%
Autres crédits	6 357,8	7 190,0	7 210,9	10 134,3	11 267,9	11 991,8	12 614,7	13 285,5	10,8%	31,1%
<b>Encours sain</b>	<b>232 794,5</b>	<b>233 472,5</b>	<b>235 265,4</b>	<b>239 412,8</b>	<b>240 675,5</b>	<b>242 646,5</b>	<b>240 108,4</b>	<b>240 619,6</b>	<b>-0,8%</b>	<b>0,5%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	632,2	961,0	4 731,4	5 793,9	5 409,2	4 966,4	5 016,5	5 222,8	5,2%	-9,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	560,1	960,9	4 731,4	5 793,8	5 409,2	4 963,6	5 016,5	5 222,8	5,2%	-9,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	72,0	0,0	0,0	0,1	0,0	2,8	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	7 276,5	8 002,4	7 411,8	6 480,4	6 069,6	7 908,5	8 062,3	7 942,3	0,4%	22,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	7 276,5	8 002,4	7 407,5	6 480,4	6 064,6	7 903,7	8 057,8	7 938,1	0,4%	22,5%
<i>Crédit-bail</i>			4,4		5,0	4,7	4,5	4,2	-11,4%	n.s.
Crédits à l'habitat	360,9	321,3	294,6	267,8	266,0	254,4	253,1	241,5	-5,1%	-9,8%
Autres crédits	228,4	199,4	355,5	314,0	309,8	309,8	282,6	282,6	-8,8%	-10,0%
<b>Encours sain</b>	<b>8 498,0</b>	<b>9 484,1</b>	<b>12 793,4</b>	<b>12 856,1</b>	<b>12 054,6</b>	<b>13 439,1</b>	<b>13 614,5</b>	<b>13 689,3</b>	<b>1,9%</b>	<b>6,5%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>10 278,0</b>	<b>10 384,8</b>	<b>10 880,6</b>	<b>11 358,5</b>	<b>11 072,6</b>	<b>11 684,8</b>	<b>12 274,3</b>	<b>12 681,4</b>	<b>8,5%</b>	<b>11,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>429 856,8</b>	<b>425 192,9</b>	<b>418 021,1</b>	<b>414 416,4</b>	<b>415 511,6</b>	<b>419 770,4</b>	<b>422 047,7</b>	<b>421 247,0</b>	<b>0,4%</b>	<b>1,6%</b>
Créances douteuses brutes	54 748,4	59 520,4	60 529,4	63 428,3	63 205,3	61 771,0	63 285,8	63 493,1	2,8%	0,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	26 674,0	29 518,3	27 230,7	25 887,5	25 065,0	24 073,7	24 758,5	24 757,6	2,8%	-4,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	20 155,5	21 395,3	19 372,7	17 853,5	16 734,4	16 242,5	16 346,7	16 241,3	0,0%	-9,0%
<i>(dt) Ménages</i>	6 373,2	8 079,3	7 824,8	7 979,3	7 386,5	6 879,3	7 361,7	7 534,5	9,5%	-5,6%
<i>Provisions</i>	28 074,4	30 002,1	33 298,7	37 540,8	38 140,3	37 697,4	38 527,4	38 735,5	2,8%	3,2%
<b>Encours brut total</b>	<b>484 605,2</b>	<b>484 713,2</b>	<b>478 550,4</b>	<b>477 844,7</b>	<b>478 716,9</b>	<b>481 541,4</b>	<b>485 333,6</b>	<b>484 740,1</b>	<b>0,7%</b>	<b>1,4%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	11,3%	12,3%	12,6%	13,3%	13,2%	12,8%	13,0%	13,1%	0,3 pt	-0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	51,3%	50,4%	55,0%	59,2%	60,3%	61,0%	60,9%	61,0%	0,0 pt	1,8 pt

# Les crédits à l'économie

## Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	94 858,3	88 370,3	78 746,9	67 588,2	66 981,6	65 433,8	69 375,1	67 261,2	2,8%	-0,5%
<i>Créances commerciales</i>	2 753,3	2 744,1	2 228,4	1 837,6	1 735,6	2 023,2	1 980,2	2 397,8	18,5%	30,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	49 304,1	46 516,8	38 169,6	32 511,5	31 389,8	30 375,6	33 806,0	32 522,8	7,1%	0,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 684,0	3 336,2	3 655,4	3 575,0	3 453,6	3 308,5	2 997,2	2 986,9	-9,7%	-16,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	42 801,0	39 109,4	38 348,9	33 239,2	33 856,1	33 035,0	33 588,9	32 340,6	-2,1%	-2,7%
Crédits d'investissement	63 600,7	66 887,4	64 835,9	68 129,5	70 094,9	72 040,0	72 218,3	73 455,8	2,0%	7,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	62 312,5	65 830,4	63 682,9	67 143,5	68 671,7	70 585,2	70 784,6	72 029,7	2,0%	7,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 078,9	4 573,7	4 416,0	4 248,0	4 358,2	4 574,4	4 791,5	4 696,7	2,7%	10,6%
<i>Crédit-bail</i>	1 288,2	1 057,0	1 153,0	986,0	1 423,1	1 454,8	1 433,7	1 426,1	-2,0%	44,6%
Crédits à l'habitat	18 787,0	18 195,3	17 705,7	15 662,2	15 346,6	14 316,3	14 473,5	14 018,9	-2,1%	-10,5%
Autres crédits	12 040,5	9 407,8	6 806,0	5 135,4	5 263,8	5 091,3	4 977,6	4 796,7	-5,8%	-6,6%
<b>Encours sain</b>	<b>189 286,6</b>	<b>182 860,8</b>	<b>168 094,4</b>	<b>156 515,3</b>	<b>157 686,9</b>	<b>156 881,4</b>	<b>161 044,5</b>	<b>159 532,6</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,9%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	93 777,1	88 393,8	87 741,7	84 496,1	83 235,2	83 152,3	79 968,9	78 480,1	-5,6%	-7,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	87 490,5	83 062,9	82 971,8	79 630,9	78 720,6	78 566,7	75 494,7	74 171,0	-5,6%	-6,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 295,9	3 601,7	3 150,4	2 981,9	2 978,3	3 043,1	2 940,1	2 848,8	-6,4%	-4,5%
<i>Crédit-bail</i>	1 990,7	1 729,2	1 619,5	1 883,3	1 536,3	1 542,4	1 534,1	1 460,4	-5,3%	-22,5%
Crédits à l'habitat	167 309,2	172 779,1	175 274,3	178 795,8	180 234,4	181 820,6	181 690,9	183 193,9	0,8%	2,5%
Autres crédits	6 357,8	7 190,0	7 275,8	10 357,7	11 496,6	12 240,3	12 870,2	13 551,0	10,7%	30,8%
<b>Encours sain</b>	<b>267 444,1</b>	<b>268 362,9</b>	<b>270 291,7</b>	<b>273 649,5</b>	<b>274 966,2</b>	<b>277 213,3</b>	<b>274 530,1</b>	<b>275 225,0</b>	<b>-0,7%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	632,2	961,0	4 731,4	5 793,9	5 409,2	4 966,4	5 016,5	5 222,8	5,2%	-9,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	560,1	960,9	4 731,4	5 793,8	5 409,2	4 963,6	5 016,5	5 222,8	5,2%	-9,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	72,0	0,0	0,0	0,1	0,0	2,8	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	88 676,6	92 826,3	87 247,9	83 396,6	88 139,0	86 330,5	85 523,0	87 370,2	1,2%	4,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	88 676,6	92 826,3	87 243,5	83 396,6	88 134,1	86 320,2	85 513,2	87 360,9	1,2%	4,8%
Crédits à l'habitat	2 982,2	1 196,6	1 073,4	947,5	945,6	883,6	882,2	819,5	-7,3%	-13,5%
Autres crédits	228,4	266,0	355,5	314,0	309,8	309,8	282,6	282,6	-8,8%	-10,0%
<b>Encours sain</b>	<b>92 519,4</b>	<b>95 249,9</b>	<b>93 408,2</b>	<b>90 452,0</b>	<b>94 803,7</b>	<b>92 490,3</b>	<b>91 704,4</b>	<b>93 695,2</b>	<b>1,3%</b>	<b>3,6%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>10 278,0</b>	<b>10 578,7</b>	<b>11 056,3</b>	<b>11 522,7</b>	<b>11 464,7</b>	<b>11 834,7</b>	<b>12 648,2</b>	<b>12 837,6</b>	<b>8,5%</b>	<b>11,4%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>559 528,2</b>	<b>557 052,3</b>	<b>542 850,7</b>	<b>532 139,6</b>	<b>538 921,5</b>	<b>538 419,7</b>	<b>539 927,2</b>	<b>541 290,4</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,7%</b>
<i>dont ECHZE</i>	129 671,4	131 859,4	124 829,6	117 723,2	123 409,9	118 649,3	117 879,5	120 043,3	1,2%	2,0%
Créances douteuses brutes	55 844,0	60 789,0	61 464,3	64 294,9	64 069,0	62 531,0	64 053,7	64 248,8	2,7%	-0,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	27 536,8	30 574,7	27 958,4	26 551,6	25 726,8	24 633,5	25 371,4	25 359,2	2,9%	-4,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	20 674,7	21 506,0	19 673,5	17 883,3	16 763,9	16 244,6	16 381,5	16 275,8	0,2%	-9,0%
<i>(dt) Ménages</i>	6 716,8	8 396,5	8 251,7	8 613,6	8 018,8	7 436,9	7 939,7	8 101,7	8,9%	-5,9%
<i>Provisions</i>	28 307,2	30 214,3	33 505,9	37 743,3	38 342,3	37 897,6	38 682,3	38 889,6	2,6%	3,0%
<b>Encours brut total</b>	<b>615 372,2</b>	<b>617 841,3</b>	<b>604 315,0</b>	<b>596 434,4</b>	<b>602 990,5</b>	<b>600 950,7</b>	<b>603 980,9</b>	<b>605 539,2</b>	<b>0,8%</b>	<b>1,5%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	9,1%	9,8%	10,2%	10,8%	10,6%	10,4%	10,6%	10,6%	0,2 pt	-0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	50,7%	49,7%	54,5%	58,7%	59,8%	60,6%	60,4%	60,5%	-0,1 pt	1,8 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN  
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achèvement d'impression : Septembre 2015